

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar le Duc  
14 rue Antoine DURENNE  
Parc Bradfer - CS70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 21/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC PLASTIQUES**

ZI de Chicago  
Rue de l'Avenir  
55100 Verdun

Références : SV/455-2025

Code AIOT : 0006204822

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 Verdun. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-1359 du 24 juin 2025, demandant à la société PAPREC PLASTIQUES de respecter les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 et d'évacuer les matières et déchets plastiques stockées en dehors de son site sur la propriété voisine, vers une filière autorisée, sous un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 Verdun
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC PLASTIQUES est autorisée à exploiter un centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de VERDUN par arrêté préfectoral n° 2023-2707 du 8 novembre 2023.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage de matières et déchets plastiques	AP de Mise en Demeure du 24/06/2025, article 1	Amende, Astreinte	1 jour
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 51	Demande d'action corrective	15 jours
5	Mesure Bruit suite à nouvelle installation	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet
4	Gestion des eaux polluées et résiduaires internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 37	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la situation de non-respect des prescriptions de l'article 52 de l'arrêté d'autorisation perdure. L'aménagement et l'implantation des stockages sur le site se sont dégradés depuis la visite précédente.

Des sanctions administratives sont par conséquent proposées par l'inspection des IC.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage de matières et déchets plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation des déchets stockés hors site
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société PAPREC PLASTIQUES, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75 008), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 susvisé et d'évacuer les matières et déchets plastiques stockées en dehors de son site sur la propriété voisine vers une filière autorisée, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant ne respectait pas la mise en demeure et par conséquent les prescriptions de l'article 52, puisque : <ul style="list-style-type: none"><li>- des déchets plastiques en attente d'admission sur le site de PAPREC PLASTIQUES sont stockés dans une quinzaine de bennes bleues PAPREC de 30 m<sup>3</sup> sur le site de la société voisine (parcelle cadastrale 0019), lors de la précédente visite, 149 tonnes sur cette parcelle avaient été constatés</li><li>- la hauteur de stockage au sein des îlots (particulièrement îlot 39 et îlots voisins) est toujours supérieure à la hauteur du mur coup-feu,</li><li>- des balles plastiques sont stockées le long des limites du site voisin cadastré 168, alors qu'aucun stockage n'est prévu entre le bâtiment 49 de l'arrêté préfectoral du 08/11/23, ce stockage n'était pas présent lors de la précédente visite,</li><li>- l'implantation générale et l'aménagement des stockages ne respectent pas le plan annexé à l'arrêté 8 novembre 2023, permettant la gestion du risque incendie sur le site.</li></ul> La situation s'est par conséquent dégradée depuis la visite précédente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2025, qui impose de respecter les prescriptions de

l'article 52 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 novembre 2023 et d'évacuer les matières et déchets plastiques stockées sur la propriété voisine en dehors du site PAPREC PLASTIQUES, vers une filière autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende, Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 2 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie sur casier de matières plastiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant devait transmettre sous 15 jours à compter de la visite du 21 juin un rapport d'accident en lien avec le sinistre (incendie) intervenu sur le site. Ce dernier a été transmis à l'inspection par courriel du 20 juin 2025 (cf. fiche BARPI).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité de matières plastiques et déchets stockés
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des quantités de déchets et matières plastiques stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des déchets et matières stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition [...] de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Suite à la visite du 21 juin 2025, l'exploitant devait mettre en place dans un délai de 15 jours un état des stocks régulièrement mis à jour et répondant aux dispositions de l'article 51, puis transmettre à l'inspection cet état des stock détaillé des matières et déchets présents sur le site et sur la parcelle voisine, le jour de l'incendie. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le suivi informatisé de son état des stocks régulièrement mis à jour. Au 29 juillet /2025, la quantité maximale de déchets de plastiques ou de matières plastiques stockée sur le site était de 19 397 m <sup>3</sup> et la quantité de déchets de papiers/cartons/bois et DND autres était de 189 m <sup>3</sup> , soit inférieur au volume maximal de déchets

pouvant être présent dans l'établissement de 30 674 m<sup>3</sup>.

Cependant, l'inspection a constaté la présence d'une quinzaine de bennes de 30 m<sup>3</sup> appartenant à la société PAPREC PLASTIQUES, stockées sur le site voisin. Selon l'exploitant, les bennes stockées à cet endroit étaient vides. Or, après vérification par échantillonnage, l'inspection a constaté que celles-ci contenaient des déchets ou matières plastiques, en attente de prise en charge sur le site de PAPREC. Soit environ 450 m<sup>3</sup> de déchets ou matières plastiques stockés sur le site voisin (parcelle 0019), hors site ICPE et non comptabilisés dans l'état des stocks.

La quantité totale de matières ou déchets plastiques (sur site et hors site) n'étant toutefois pas supérieure au seuil autorisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un état des stocks exhaustif.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : Gestion des eaux polluées et résiduaire internes à l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 37

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie

**Prescription contrôlée :**

Les eaux susceptibles d'être polluées et les eaux d'extinction d'un incendie sont confinées dans le bassin de régulation [...]

Les eaux polluées sont dirigées, en fonction des résultats d'analyses, vers l'une des filières de traitement autorisées par le présent arrêté.

**Constats :**

Suite à la visite du 21 juin 2025, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyses des eaux d'extinctions incendie et les documents justifiant de l'élimination de ces eaux vers une filière de traitement autorisée (bordereau de suivi de déchets).

Suite à cette demande, l'exploitant a fait réaliser une mesure sur les paramètres PH/MES/DCO/HCT ; les résultats d'analyses respectant les valeurs limites de rejet d'eaux pluvial, il a procédé à l'ouverture de la vanne de confinement et au rejet à la Scance, des eaux d'extinction de l'incendie de mai 2025.

L'inspection estime que les polluants représentatifs découlant de la combustion ou dégradation de déchets plastiques auraient dû être recherchés.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu par retour d'expérience, de prendre en compte, lors d'un éventuel nouvel incendie de déchets plastiques, les polluants représentatifs découlant de la combustion ou dégradation de ces déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Mesure Bruit suite à nouvelle installation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance des émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure des niveau sonores est effectuée dans un délai de six mois à notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mesure de bruit a été réalisée en mars 2025. Elle fait état d'une non-conformité pour l'émergence de nuit. L'exploitant a informé l'inspection que l'installation responsable de celle-ci a été mise à l'arrêt dans l'attente de travaux d'isolation phonique et d'une nouvelle mesure de bruit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous 1 mois, le bon de commande pour les travaux d'isolation phonique, et sous 6 mois, le rapport faisant suite à la nouvelle campagne de mesure de bruit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>